LULA (Troisième partie)

Quand l'Union soviétique a imposé, ce qui a été pour nous comme si le soleil avait cessé de se lever, la Révolution cubaine a reçu un coup accablant. Car non seulement nous avons cessé de recevoir toutes les livraisons habituelles de carburants, de matériaux et d'aliments qui en provenaient, mais nous avons perdu les marchés et les cours attribués là-bas à nos produits et obtenus grâce à notre dure lutte pour la souveraineté, l'intégration et les principes. L'Empire et les traîtres, suant la haine, fourbissaient leurs armes grâce auxquels ils pensaient passer les révolutionnaires au fil de l'épée et récupérer les richesses de notre pays.

La chute graduelle de notre Produit intérieur brut se chiffra à 35 p. 100. Quel pays aurait résisté à un coup pareil? Nous ne défendions pas nos vies : nous défendions nos droits.

Maints partis et organisations de gauche se découragèrent après avoir vu l'URSS s'effondrer au terme de soixante-dix années d'efforts titanesques pour bâtir le socialisme.

Les réactionnaires déversaient de toutes les tribunes et dans tous les médias des tombereaux de critiques féroces. Mais nous n'allions pas, nous, faire chorus avec les apologistes du capitalisme et donner le coup de pied de l'âne. Aucune statue des créateurs ou des partisans du marxisme ne fut démolie à Cuba. Aucune école ou usine ne fut débaptisée. Nous avons décidé d'aller de l'avant avec une fermeté inébranlable. Nous nous l'étions promis dans l'hypothèse de circonstances si incroyables.

On n'avait jamais pratiqué non plus dans notre pays le culte de la personnalité, interdite de notre propre initiative dès les premiers jours de la victoire révolutionnaire.

Dans l'histoire des peuples, les facteurs subjectifs ont fait avancer ou rétrocéder les dénouements, indépendamment des mérites des dirigeants.

J'ai parlé à Lula du Che, lui faisant une brève synthèse de sa vie. Il avait discuté avec Carlos Rafael Rodríguez des avantages comparés du système d'autofinancement et du système budgétisé, un débat auquel, plongés dans la lutte contre le blocus étasunien, les plans d'agression, avec des épisodes tels que la Crise des missiles d'octobre 1962, autrement dit au cœur même d'un problème réel de survie, nous ne prêtions alors guère d'importance.

Le Che avait étudié les présupposés des grandes sociétés yankees dont les fonctionnaires administratifs, mais non les propriétaires, vivaient à Cuba. Il avait tiré des idées claires des agissements impérialistes et de ce qu'il se passait dans notre société, ce qui enrichit ses conceptions marxistes et lui fit aboutir à la conclusion que Cuba ne pouvait utiliser les mêmes méthodes que l'URSS pour bâtir le socialisme. Ce n'était pas une guerre à coup d'insultes : il s'agissait d'échanges de vues honnêtes qui voyaient le jour dans une petite revue sans la moindre intention de créer des schismes ou des divisions entre nous.

Ce qui est survenu ensuite en URSS n'aurait pas surpris le Che. Tant qu'il occupa des postes importants et exerça des fonctions, il fut toujours précautionneux et respectueux. Son langage se durcit quand il se heurta dans l'ancienne colonie du Congo belge à l'horrible réalité imposée aux êtres humains par l'impérialisme.

Homme de passion, studieux et profond, il mourut en Bolivie entouré d'une poignée de combattants de Cuba et d'autres pays latino-américains qui se battaient pour la libération de Notre Amérique. Il ne put connaître le monde d'aujourd'hui, en proie à des problèmes inconnus alors.

Tu ne l'as pas connu, ai-je dit à Lula. Il était conséquent avec le travail bénévole, les études, sa conduite. Modeste, désintéressé, il donnait l'exemple dans les centres de production et au combat.

Je pense que, dans la construction du socialisme, plus les privilégiés reçoivent et moins les plus nécessaires recevront.

Je redis à Lula que le temps mesuré en année s'écoulait maintenant à toute allure, que chacune se multipliait. On peut presque dire pareil de chaque minute. Des nouvelles ne cessent de paraître au sujet de points en rapport avec des situations prévues dans ma rencontre du 15 avec lui.

Tâchant d'aller plus loin dans les arguments économiques, je lui ai expliqué qu'à la victoire de la Révolution, en 1959, les Etats-Unis payaient un prix préférentiel pour le sucre cubain de cinq centimes la livre anglaise : il s'agissait d'une partie importante de notre production. En fait, depuis presque un siècle, Cuba avait fait des USA leur client traditionnel, si bien que ceux-ci étaient assurés d'avoir près de leurs côtes un fournisseur sûr, même aux moments critiques. C'est quand nous avons fait notre réforme agraire, en mai 1959, qu'Eisenhower a décidé de ce qu'il fallait faire contre la Révolution. Or, nous n'avions encore nationalisé aucune des sucreries appartenant aux USA - ce qui aurait été prématuré - ni même appliqué à leurs immenses latifundios les clauses de la réforme agraire. C'est dans le cadre de ces décisions hâtives qu'Eisenhower supprima en décembre 1960 nos contingents sucriers qui furent redistribués ensuite, en guise de punition, entre des producteurs d'Amérique latine et d'autres régions du monde. Notre pays se retrouva en proie à un blocus et isolé.

Le pire fut le manque de scrupules et les méthodes dont fit preuve l'Empire pour nous imposer sa domination : il introduisit des virus dans notre pays et liquida nos meilleures plantations de canne à sucre ; il attaqua notre café, il attaqua notre pomme de terre, il attaqua aussi nos porcs. Ainsi, la Barbade-4362 constituait une de nos meilleures variétés de canne : à maturité précoce, son rendement en sucre atteignait parfois 13-14 p. 100 ; une canne de quinze mois pouvait donner plus de deux cents tonnes à l'hectare. Les Yankees liquidèrent les meilleures en utilisant des vecteurs. Pire encore, ils introduisirent le virus de la dengue hémorragique qui frappa 344 000 personnes et causa la mort de 101 enfants. Nous ne savons pas s'ils ont employé d'autres virus, ou alors s'ils ont eu peur de le faire à cause de la proximité de Cuba.

Quand, pour des raisons de cette nature, nous ne pouvions tenir nos engagements envers l'URSS et leur livrer les quantités de sucre prévues, les Soviétiques n'ont jamais cessé de nous envoyer les marchandises stipulées par contrat. Je me rappelle avoir négocié avec eux chaque centime du cours du sucre, découvrant dans la pratique ce que je ne connaissais qu'en théorie : l'échange inégal. Je m'explique. Ils nous garantissaient des cours supérieurs à ceux du marché mondial, en fonction d'accords fixés pour cinq ans : or, si tu leur envoyais au début du quinquennat tant de tonnes de sucre en échange des marchandises qu'ils te livraient, il se pouvait très bien qu'à la fin du quinquennat la valeur de leurs produits aux cours internationaux ait augmenté de 20 p. 100. Mais ils ont été toujours généreux durant les négociations : un jour, les cours du sucre sur le marché mondial se sont élevés pour des motifs conjoncturels à 19 centimes la livre anglaise ; nous nous sommes accrochés à ce prix et ils l'ont accepté. Tout ceci a servi ensuite de base à l'application d'un principe socialiste : que les plus développés économiquement devaient soutenir les moins développés dans la construction du socialisme.

Lula me demande quel était le pouvoir d'achat de cinq centimes. Je lui explique qu'une tonne de sucre permettait alors d'acheter sept tonnes de pétrole ; aujourd'hui, alors que les cours du pétrole léger de référence se chiffrent à cent dollars, tu ne peux plus acheter qu'un baril. Le sucre que nous exportons ne nous permettrait aujourd'hui, aux cours actuels, de n'acheter du carburant que pour vingt jours de consommation. Pour les carburants d'une année entière, nous devrions déboursier environ quatre milliards de dollars.

Les Etats-Unis subventionnent leur agriculture à hauteur de dizaines de milliards de dollars par an.

LULA (Troisième partie)

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.fidelcastro.cu>)

Pourquoi ne laissent-ils pas entrer librement l'éthanol que vous, les Brésiliens, vous produisez ? Ils le subventionnent d'une manière brutale, privant le Brésil de revenus se montant à des milliards de dollars par an. Les autres pays riches font pareil avec leur production de sucre, d'oléagineux et de grains destinées à l'éthanol.

Lula analyse des chiffres tout à fait intéressant des productions agricoles brésiliennes. Ainsi me dit-il, selon une étude réalisée par la presse de son pays, la demande mondiale de soja augmentera de 2 p. 100 par an jusqu'en 2015, ce qui veut dire qu'il faudra en produire 189 millions de tonnes de plus qu'aujourd'hui ; la production brésilienne devrait s'accroître de 7 p. 100 par an pour pouvoir satisfaire la demande mondiale.

Quel est le problème ? De nombreux pays ne disposent plus de terres arables. C'est le cas de l'Inde, par exemple ; la Chine, elle, dispose de très peu de terres pour des productions de soja supplémentaires. Les USA, eux, n'en disposent d'aucune.

J'ai ajouté à son explication le fait que de nombreux pays latino-américains disposaient, eux, de millions de citoyens touchant des salaires de famine pour produire à bas prix du café, du cacao, des légumes, des fruits, des matières premières et des marchandises destinés à satisfaire la société étasunienne qui n'épargne plus et consomme plus qu'elle ne produit.

Lula m'explique que la Société brésilienne de recherches agronomiques (EMBRAPA) a ouvert un bureau au Ghana et qu'un second sera inauguré en février à Caracas.

Voilà trente ans, Fidel, cette région de Brasilia, le Mato Grosso, le Goias était considérée comme un endroit du pays où rien ne poussait, semblable à la savane africaine ; trente ans après, elle est devenue la plus grosse productrice de grains du Brésil ; je pense que l'Afrique possède une partie très semblable à cette région de notre pays, et c'est pour ça que nous avons ouvert ce bureau de recherches au Ghana et que nous voulons constituer aussi une société avec l'Angola.

Le Brésil, me dit-il, a une situation privilégiée : nous comptons 850 millions d'hectares de terres, dont 360 millions reviennent à l'Amazonie, 400 millions sont de bonnes terres agricoles, la canne à sucre n'en occupant que 1 p. 100.

Le Brésil, commenté-je à mon tour, est par ailleurs le plus gros exportateur de café au monde. Il touche pour une tonne de ce produit autant qu'en 1959 : environ 2 500 dollars. Oui, mais aux Etats-Unis, une tasse de café express à l'italienne coûtait alors dix centimes, et maintenant elle en coûte cinq dollars ou plus. Ça, c'est du PIB là-bas.

L'Afrique ne peut pas faire ce que fait le Brésil.

Une grande partie de l'Afrique est couverte de déserts et de zones tropicales et subtropicales où il est difficile de faire pousser du soja et du blé. Les productions de grains n'abondent que dans la zone méditerranéenne, dans le Nord - où tombent plusieurs centaines de millimètres par an ou alors on irrigue avec les eaux du Nil - sur les hauts plateaux et dans le Sud, des terres que se sont appropriées ceux de l'apartheid.

Les poissons de ses eaux froides - qui baignent surtout sa côte occidentale - arrivent sur les tables des pays développés dont les chalutiers balaisent les gros et petits exemplaires des espèces qui se nourrissent du plancton des courants en provenance du Pôle sud.

L'Afrique, qui fait presque le quadruple du Brésil en superficie (30 027 000 kilomètres carrés) et dont la population est 4,3 fois supérieure (911 millions), est bien loin de pouvoir produire les excédents alimentaires du Brésil, et son infrastructure reste à construire.

Les virus et les bactéries qui touchent la pomme de terre, les agrumes, la banane, la tomate, le bétail

LULA (Troisième partie)

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.fidelcastro.cu>)

en général, les fièvres porcine, aviaire, aphteuse, la maladie de la vache folle et d'autres encore qui frappent en général le bétail dans le monde, abondent en Afrique.

J'ai parlé à Lula de la Bataille d'idées que nous livrons. Les nouvelles qui ne cessent d'arriver prouvent combien cette lutte constante est nécessaire. Ainsi, les pires organes de presse de nos ennemis idéologiques s'attachent à divulguer par le monde les vues de quelques petites vermines qui ne veulent pas entendre parler du mot socialisme dans notre pays héroïque et généreux. Le 20 janvier, cinq jours à peine après cette visite, l'un de ces organes de presse a divulgué les vues d'un jeunot qui a atteint, grâce à la Révolution, un bon niveau d'éducation, de santé et d'emploi : « Je ne veux rien savoir du socialisme. » Et il explique les raisons de sa colère : « Des tas de gens vendaient jusqu'à leur âme pour quelques dollars. Ce qui va venir de nouveau dans ce pays, quoi que ce soit, qu'on lui donne un autre nom. » Tout un louveteau déguisé en Mère-grand !

Le correspondant de presse qui le divulgue ajoute, ravi : « La propagande officielle qui convoque les Cubains à voter cite plus souvent la Révolution que le socialisme. Tout d'un coup, Cuba a cessé d'être un pays sous cloche, comme elle l'a été jusqu'à la fin des années 80. Le regard insulaire transite vers une visualité globale et le pays, surtout la capitale, est en train de vivre une mutation accélérée vers la modernité. Et l'un de ses effets est que les coutures du socialisme importé des décennies auparavant sont en train de se découdre. »

Il s'agit là de l'appel sans fard du capitalisme impérial à l'égoïsme individuel, prêché voilà presque deux cents quarante ans par Adam Smith comme le fondement de la richesse des nations : tout mettre aux mains du marché qui engendrerait des richesses illimitées dans un monde idyllique.

Je pense à l'Afrique et à son presque milliard d'habitants, victimes des principes de cette économie-là. Les maladies qui volent à la vitesse des avions se propagent au rythme du sida, tandis que d'autres maladies, vieilles et nouvelles, s'abattent sur sa population et ses cultures sans qu'aucune des anciennes puissances occidentales ne soit vraiment capable de lui envoyer des médecins et des scientifiques.

J'ai parlé avec Lula de toutes ces questions.

Fidel Castro Ruz
26 janvier 2008
18 h 32

Date:

26/01/2008

Source URL: <http://www.fidelcastro.cu/fr/articulos/lula-troisieme-partie>